

#### 4) La politique de la bourgeoisie

Peu soucieuse de saper elle-même l'alliance de classes qui, depuis la Commune, permet à ses défenseurs de disposer d'une base électorale importante, la bourgeoisie a longtemps pratiqué le « laisser faire ». Cependant, l'archaïsme des structures de production a trop longtemps entraîné, pour les produits alimentaires, des prix trop élevés qui sont pour elle une perte sèche au niveau des salaires versés à la classe ouvrière, tout en n'apportant pas aux agriculteurs un revenu suffisant. Les soulèvements paysans de 59-60 contraignirent le pouvoir gaulliste à adopter un certain nombre de mesures de restructuration. Celles-ci étaient axées autour de deux pivots :

- soutien des marchés
- politique des structures

La première, sans garantir aux petits paysans un revenu suffisant, n'en permit pas moins aux agriculteurs mieux placés de se ménager des marges d'autofinancement permettant d'investir et de redémarrer la production à un niveau supérieur. Le second pivot visait à favoriser les départs et mises à la retraite (IVD etc) et à permettre aux agriculteurs « compétents » (bénéficiaires du soutien des marchés) de s'agrandir en récupérant les terres libérées.

Pour des raisons trop longues à expliquer ici, cette politique n'a pas donné les résultats escomptés. Elle a certes encouragé l'exode agricole, mais sans améliorer notablement les structures de production.

La bourgeoisie a pendant cette période contribué, par des aides diverses (prêts à taux bonifiés, etc) à développer des productions excédentaires alors qu'elle devait ensuite, pour compenser la baisse des cours, verser un complément de prix par le biais du soutien des marchés. Il y avait là une perte sèche à laquelle Vedel, et, au niveau européen Mansholt, tentèrent d'apporter des solutions à long terme.

Ces solutions visent à apporter sur le marché des produits alimentaires à bas prix, tout en stabilisant une couche d'agriculteurs qui trouveraient dans ces spéculations un revenu correct. Mansholt et Vedel n'ont pu que souligner, pour atteindre ces objectifs, la nécessité de limiter strictement les aides aux agriculteurs compétitifs, ou en voie de l'être, ce qui entraînerait inéluctablement l'élimination ou la redistribution des exploitations les moins rentables.

Selon les calculs des organisations agricoles de l'Ouest,

ces mesures devraient bénéficier, dans cette région, à 10 ou 15 % des agriculteurs. Ceux-ci seraient évidemment prioritaires dans la répartition des terres libérées par les départs d'exploitants. Il s'agit donc bel et bien d'accélérer l'élimination des petits paysans en les condamnant à partir ou à végéter sur leurs structures dépassées, tandis qu'une minorité de privilégiés s'approprie le reste de la S.A.U. (3).

Ces mesures ont suscité moins de remous que le plan Mansholt ou le rapport Vedel dans la mesure où elles ont été avalisées par la plupart des organisations corporatistes (sauf la FDSEA du Finistère et dans une moindre mesure celle de Loire Atlantique). Mais les paysans travailleurs se sont efforcés de les dénoncer, et elles n'ont pas peu contribué au mécontentement et à la radicalisation actuelle.

#### 5) Les paysans travailleurs

Parmi ceux qui se sont lancés dans la course à la productivité, beaucoup ont vu leur revenu stagner en raison d'un endettement important. Chez les plus jeunes en particulier, membres du CRJA de l'Ouest, le désenchantement a succédé à l'optimisme des années 60.

Contrairement aux traditions du milieu, beaucoup d'entre eux ont suivi des stages de formation, voire des études secondaires. Ils ont ainsi pu acquérir un esprit d'autant plus critique que, militants de la JAC, ils vivent la désintégration des valeurs et de l'idéologie bourgeoises dans un contexte de montée des luttes révolutionnaires. Les journées de mai-juin 68 ont laissé chez eux le sentiment qu'il est possible de se battre pour le renversement de l'ordre bourgeois. Leur formation politique se résume cependant en un ouvriérisme (sentiment d'admiration devant la puissance de la classe ouvrière) doublé d'une certaine sympathie pour les groupes révolutionnaires, sans distinction de stratégie et de ligne politique.

Portés par la radicalisation de la jeunesse à la tête du CRJAO, ou regroupés dans les cercles « Paysans en Lutte », ces militants se considèrent exploités par les I.A.A. au même titre que les salariés de l'entreprise. Ils se savent condamnés, au pire au chômage, au mieux à survivre sur leurs petites exploitations, ou à s'embaucher comme OS dans les « Joint Français de la Bretagne ». Ils refusent donc de lier leur sort aux gros agriculteurs du Bassin Parisien, ou même aux modernistes du CNJA. Ils veulent avant tout être rémunérés pour leur travail et non plus faire les frais d'une capitalisation forcée (d'où le qualificatif de Paysans Travailleurs).